



MAHMOUD ABBAS, PRÉSIDENT DE L'ÉTAT DE PALESTINE :

«L'Algérie a proposé un modèle de libération et un exemple humanitaire honorable»

p.2

L'ÉTAT ET LES INVESTISSEURS POSENT LES CONDITIONS DE LA RELANCE INDUSTRIELLE

«Marcher en duo», le premier pas vers une industrie compétitive



© Photo : D.R

L'Etat tente de renflouer ses caisses vidées par la forte hausse des dépenses provoquée par la crise sanitaire du Covid-19 et la chute inédite des cours du pétrole. Aujourd'hui, l'Algérie se trouve dans l'obligation de relancer le secteur industriel local en facilitant l'investissement dans divers domaines pour diversifier la production nationale, booster la croissance et générer de l'emploi. Suivre une nouvelle trajectoire.

Ce n'est pas une question d'alternative, mais de survie.

p.4

LE HAMAS SALUE L'INVITATION DU PRÉSIDENT TEBBOUNE À TENIR UNE RÉUNION DES FACTIONS PALESTINIENNES EN ALGÉRIE

p.2

LE POSTE FRONTALIER DEBDEB BIENTÔT ROUVERT, SELON REZIG



p.3

Alger et Tripoli relancent leurs échanges commerciaux



FONDS DÉTOURNÉS À L'ÉTRANGER

L'Algérie propose l'élaboration d'un protocole arabe de coopération

p.3

DÉCÈS

Le moudjahid Mohamed Boukakiou n'est plus

Le moudjahid Mohamed Boukakiou est décédé à l'âge de 90 ans, a indiqué lundi un communiqué du ministère des Moudjahidine et des Ayants-droit. Né en 1931 à Chekfa (Jijel), le défunt, qui a rejoint les rangs de l'Armée de libération nationale (ALN) en 1955 à la wilaya II historique où il militait aux côtés du chahid «Dakhli Mokhtar» dit «Elbaraka», a participé à plusieurs batailles et exécuté nombre d'embuscades notamment «Souk Chekfa» et «Adouir».

IMPORTATION AUTOMOBILE

Le nouveau cahier des charges prêt avant fin mars 2022

Le directeur des ressources humaines et des affaires juridiques du ministère de l'Industrie, Bachir Kechroud, a affirmé que le nouveau cahier des charges relatif à l'importation des véhicules sera prêt avant la fin du mois de mars 2022.

Invité ce mardi 7 décembre 2021 sur la Chaîne de télévision *Echorouk TV*, M. Kechroud a rappelé que les entreprises économiques ont perdu 30% de leur volume d'activité en 2020.

COMMERCE

Réouverture du poste frontalier de Debdeb dans les prochains jours

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig, a annoncé lundi à partir de Blida la réouverture «dans les prochains jours du poste frontalier de Debdeb, dans la wilaya d'Illizi (extrême Sud-Est du pays)».

«Le poste frontalier de Debdeb sera rouvert dans les prochains jours au trafic commercial avec la Libye», a indiqué M. Rezig, en marge du lancement des activités du Salon régional Mitidja de la production et de l'exportation, organisé au parking du complexe Mustapha Tchaker.

Mahmoud Abbas, Président de l'Etat de Palestine :

«L'Algérie a proposé un modèle de libération et un exemple humanitaire honorable»

Le Président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas a, salué, avant-hier lundi à Alger, le rôle important du Président Tebboune et de la diplomatie algérienne en faveur de la cause palestinienne dans les fora internationaux, notamment au sein de l'Union africaine (UA).

«L'Algérie a proposé un modèle de libération et un exemple humanitaire honorable et n'a eu de cesse de défendre sa nation, ses justes causes et les droits de ses peuples, en tête desquelles la cause palestinienne», a-t-il affirmé. L'Algérie, a fait remarquer Mahmoud Abbas, pays d'un million et demi de martyrs, a toujours soutenu l'Etat et le peuple palestinien. Mettant en avant l'importance de poursuivre la coordination entre les deux pays.

S'exprimant lors d'une conférence de presse conjointe du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, au cours de laquelle, la nécessité de placer la cause palestinienne au cœur des priorités du prochain Sommet arabe, a été soulignée, Mahmoud Abbas a, à l'occasion, salué, l'annonce du chef de l'Etat, de l'organisation d'une conférence inclusive regroupant toutes les parties palestiniennes en Algérie. «Je me suis engagé après l'aval du Président Abou Mazen, à réunir tous les belligérants palestiniens dans les plus brefs délais à Alger», a affirmé Abdelmadjid Tebboune.

Evoquant le prochain Sommet arabe, prévu au mois de mars prochain en Algérie, Mahmoud Abbas, a fait savoir que la partie palestinienne était optimiste. Pour, a-t-il poursuivi, resserrer les rangs de la Nation arabe. «Nous sommes confiants quant à la bonne organisation de ce rendez-vous arabe à la lumière de la bonne gouvernance du Président Tebboune et à l'accueil chaleureux des dirigeants, du Gouvernement et du vaillant peuple algérien attaché aux causes de sa nation arabe, en tête desquelles la cause palestinienne», a ajouté le Président de l'Autorité palestinienne. Insistant, au passage, sur l'impératif d'organiser une conférence internationale pour mettre un terme à l'occupation de la Palestine et de sa capitale Al-Qods. Mettant en avant l'importance de la conjugaison des efforts en vue, a-t-il dit, de la formation d'un Gouvernement



■ Mahmoud Abbas : «Si les autorités d'occupation poursuivent leur tyrannie et hostilités contre notre peuple et notre terre, nous recourrons à nos propres options et mesures dans les plus brefs délais». (Photo:DR)

d'Union nationale. Si les autorités d'occupation poursuivent leur tyrannie et hostilités contre notre peuple et notre terre, nous recourrons à nos propres options et mesures dans les plus brefs délais, a mis en garde Mahmoud

Abbas. Auparavant, le chef de l'Etat, Abdelmadjid Tebboune, a insisté sur l'impératif de renforcer l'action arabe commune concernant notre cause centrale et d'unifier les positions de soutien au peuple palestinien. Face, a-t-il in-

diqué, à l'impasse sans précédent que connaît le processus de paix au Moyen-Orient et dans le contexte des politiques criminelles de l'occupant visant à changer le caractère géographique et démographique et perpétuer le fait accompli. «La cristallisation d'une position unifiée et commune sur le soutien des droits du peuple palestinien à travers un attachement collectif à l'Initiative de paix arabe de 2002 aura un impact important sur la réussite des travaux de ce Sommet et la consolidation du processus de l'action arabe commune», a-t-il poursuivi. Mettant en avant, la fidélité de l'Algérie à ses principes appelant au triomphe de la cause des opprimés, quel que soit le temps que cela prendra et quel qu'en soit le prix. L'Algérie qui a embrassé, peuple et gouvernement, la cause palestinienne et l'a défendue dans tous les fora internationaux et régionaux, a encore indiqué le chef de l'Etat, constitue pour nous une question de loyauté à notre glorieuse histoire de libération et aux lourds sacrifices consentis par nos prédécesseurs qui ont justement cru à la justesse de la cause palestinienne.

Rappelons que la visite d'Etat de trois jours de Mahmoud Abbas en Algérie intervient dans la foulée de la normalisation de pays arabes avec l'entité sioniste. Notamment le Maroc qui, ne se contentant pas de tourner le dos aux Palestiniens, a franchi une nouvelle étape, dangereuse, en signant, fin novembre dernier, à Rabat, un traité de coopération militaire, lors de la visite du ministre israélien de la Défense, Benny Gantz. Et coïncide avec l'accentuation de la violence sioniste dans les territoires palestiniens occupés en violation fla-

Algérie- Nigeria

Concrétiser les actions communes dans les domaines politique et économique

■ **Alger et Abuja se sont engagés à concrétiser les actions** entre les deux pays en matière économique et politique. Cet engagement a été signé conjointement à Alger par le secrétaire général du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Rachid Chakib Kaid, et son homologue du Nigeria, Gabriel Tanimu Aduda, En effet, la 3^{ème} session des consultations politiques algéro-nigériennes s'est tenue dimanche à Alger sous la co-présidence des responsables des deux pays. La visite du responsable nigérien en Algérie traduit «la volonté des deux pays de raffermir leurs relations traditionnelles d'amitié, de solidarité et de coopération, et d'approfondir le dialogue politique entre les deux pays, instauré dans le cadre du mécanisme de consultations politiques bilatérales», a indiqué un communiqué du ministère des Affaires étrangères.

Cette session de consultations politiques a, ainsi, permis aux deux secrétaires généraux de «passer en revue les relations bilatérales dans les domaines politique et économique, et de réitérer l'engagement des deux pays à concrétiser les actions communes inscrites dans la feuille de route, signée par les deux ministres des Affaires étrangères, à Alger, en octobre 2018, à l'occasion de la tenue de la 4^{ème} session de la Haute Commission bilatérale de coopération». Les deux parties sont convenues de «consolider la coopération bilatérale, notamment dans les domaines de la sécurité, de l'énergie, du commerce et de l'enseignement supérieur». A cette occasion, les deux parties «ont réitéré leur ferme engagement à réaliser les projets structurants initiés, notamment le Gazoduc Alger-Lagos, la route transsaharienne et la dorsale à fibre optique». Cette session a, également, permis aux deux hauts responsables de procéder à «un échange sur les questions régionales et internationales d'intérêt commun, notamment la situation au Mali, au Sahel, en Libye, au Sahara occidental, ainsi que la lutte contre le terrorisme, l'extrémisme violent et l'immigration clandestine».

«Les deux parties se sont félicitées de la convergence de vues sur l'ensemble des questions abordées», conclut le communiqué du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger. A signaler que le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra, a déclaré il y a quelques jours que l'Algérie accorde un grand intérêt au partenariat dans le cadre du Forum de coopération sino-africain (FCSA), qualifiant la Chine de partenaire «stratégique».

Moncef Redha

REPÈRE

Réunion

Le Hamas salue l'invitation du Président Tebboune à tenir une réunion des factions palestiniennes en Algérie

Le Mouvement de résistance palestinien Hamas a accueilli favorablement, ce mardi, l'invitation du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, à tenir une réunion des factions palestiniennes en Algérie. «Au Hamas, nous apprécions grandement la position historique de l'Algérie, gouvernement et peuple, en faveur de notre peuple palestinien et de sa juste cause ainsi que de son droit à la résistance et à la libération. A cette occasion, nous saluons l'invitation du Président algérien Abdelmadjid Tebboune à tenir une réunion des factions palestiniennes en Algérie», indique le mouvement palestinien dans un communiqué. Le mouvement a, en outre, réaffirmé son «engagement envers sa position et sa politique constantes de saluer tous les efforts arabes, musulmans et nationaux pour unir les rangs palestiniens et mettre fin à la division». Lundi, M. Tebboune a annoncé lors d'une conférence de presse conjointe avec son homologue palestinien Mahmoud Abbas, en visite en Algérie, l'organisation prochaine, à Alger, d'une Conférence unificatrice des factions palestiniennes. Le chef de l'Etat a émis le vœu de voir cette réunion «constituer un prélude à l'unité arabe à laquelle nous aspirons à travers le Sommet arabe qu'abritera l'Algérie en mars prochain».

grante des résolutions onusiennes. Un état de fait qui, malheureusement, se passe inaperçu chez le Conseil de sécurité qui assiste, sans réaction, face à l'escalade de violence des forces de l'Entité sioniste contre les Palestiniens.

Rabah Mokhtari

Voir sur Internet www.lnr.dz.com

Fonds détournés à l'étranger

L'Algérie propose l'élaboration d'un protocole arabe de coopération

Intervenant lors de la 37^{ème} session du Conseil des ministres, M. Tabi Abderrachid, ministre de la Justice Garde des Sceaux a indiqué que l'Algérie souhaite la mise en place d'un «Protocole arabe» de coopération afin de récupérer les fonds détournés à l'étranger.

En effet, M. Tabi qui a présidé la 37^{ème} session du Conseil des ministres arabes de la Justice n'a pas manqué d'ajouter que ce protocole viendra compléter la Convention arabe contre la corruption. Il a exprimé sa conviction que la lutte contre la corruption et la récupération de l'argent qu'elle génère est «l'obsession de tous les pays arabes et nécessite une unification des efforts», saluant «les résultats des rencontres internationales et des séminaires scientifiques régionaux organisés cette année dans ce cadre». A cette occasion, il a mis l'accent sur les efforts de l'Algérie dans la lutte contre le phénomène de la corruption, en mentionnant la mise en place d'une Haute autorité de transparence, de prévention et de lutte contre la corruption qui dispose de larges prérogatives dans ce domaine, dont la mise en place d'une stratégie nationale de transparence et de probité. Il a expliqué que l'Etat algérien œuvrait à récupérer ses fonds pillés conformément à «une démarche globale approuvée par le président de la République, laquelle nécessite l'intensification de la coopération internationale et



■ Tabi : «La lutte contre la corruption et la récupération de l'argent quelle génère est l'obsession de tous les pays arabes et nécessite une unification des efforts». (Photo : D.R.)

travers le renforcement de son indépendance par l'octroi de larges prérogatives au Conseil supérieur de magistrature dans la gestion de la carrière professionnelle des magistrats, à même de permettre à la justice de s'acquiescer de son rôle en tant que protecteur des droits et garant des libertés», d'autant que cela était «parmi les revendications du peuple algérien dans le cadre de ses droits légitimes à l'édification d'un Etat de droit», a poursuivi le ministre. Il a également rappelé l'organisation des élections législatives du mois de juin dernier, ayant permis au peuple de choisir ses représentants au Parlement «en toute souveraineté et liberté», puis l'installation de la Cour constitutionnelle qui «jouit de

larges prérogatives comportant le règlement des différends entre les pouvoirs afin d'éviter toute entrave du fonctionnement des institutions constitutionnelles». Il s'agit également «du parachèvement de l'édification institutionnelle par l'élection des Assemblées locales la semaine dernière, en tant que pierre angulaire dans la relation de l'Etat avec le citoyen en concrétisation de la démocratie participative et outil pour la réalisation du développement local». Aussi, le ministre a évoqué les défis auxquels fait face le monde arabe, appelant à mobiliser tous les moyens et à adapter les systèmes juridiques à même de renforcer le lien entre les Etats arabes.

Moncef Redha

CORRUPTION

Bouid Lazhari :

«La lutte contre la corruption doit se poursuivre»

Le président du Conseil national des droits de l'Homme (CNDH), Bouid Lazhari, a considéré hier que le fléau de la corruption représente la plus grande menace sur les droits de l'Homme, tout en appelant l'Etat à poursuivre sa lutte contre ce fléau dans un cadre juridique. S'exprimant sur les ondes de la Radio algérienne, l'hôte de l'émission «Invité du matin» de la Chaîne II, est sur ses gardes d'un probable retour de la corruption en rappelant que «si la corruption est trouvée dans le secteur de la Justice, il n'est pas possible de parler d'un procès équitable, et si la corruption entre dans un projet de développement, cela nuira à la franchise du citoyen», explique-t-il. Lazhari a ajouté que «le seul moyen pour combattre la corruption est la poursuite farouche de la lutte contre ce fléau, dans le cadre de la loi, pour avoir la confiance du citoyen vis-à-vis de son Etat». Il a estimé, d'autre part, que «les récentes élections locales représentent une étape supplémentaire sur la voie de la construction d'une Algérie sans corruption et dans laquelle la confiance règne entre le gouvernant et le gouverné». Il a relevé la sincérité de la volonté politique de l'Etat, à travers ses engagements, d'attacher une grande importance et une priorité particulière à la société civile, soulignant qu'«à travers l'amendement de la constitution du 1^{er} novembre, un rôle important a été accordé aux associations de la société civile, et un observatoire national de la société civile a été établi même, et de grandes facilités ont été accordées pour la création d'associations à travers une simple déclaration d'honneur plutôt que par agrément, comme c'était le cas auparavant», ajoute-t-il. Parlant en chiffres, Bouid Lazhari a indiqué qu'«aujourd'hui, il existe 10.000 associations locales et 4.000 associations nationales sur l'ensemble du territoire national», ajoutant que «celles qui approuvent un travail de terrain, et non pas seulement sur le papier, seront en mesure de mobiliser la majorité du peuple et l'encadrer au sein de leurs rangs, ce qui permettra plus tard d'engager un vrai dialogue transparent et constructif avec l'autorité», souligne-t-il. Partant de ce gain obtenu par le monde associatif du pays, le président du CNDH a exhorté les citoyens à s'approcher du Conseil national des droits de l'Homme pour faire part de leurs suggestions, pour déposer des plaintes contre une éventuelle violation des droits de l'Homme, «la balle est désormais dans le camp de la société civile», dira en conclusion Bouid Lazhari.

Sofiane Abi

BRÈVE

Energie
Arkab s'entretient avec son homologue tunisienne



Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, s'est entretenu mardi avec la ministre tunisienne de l'Industrie, de l'Energie et des Mines, Naila Nouira Gongi, dans le cadre des consultations dans le domaine de la coopération entre les deux parties, a indiqué un communiqué du ministère. Les entretiens tenus par visioconférence entrent dans le cadre des consultations bilatérales concernant «l'avancement et le développement des projets et contrats en cours et les opportunités de coopération futures», a précisé la même source.

Agence

Le poste frontalier Debdeb bientôt rouvert, selon Rezig

Alger et Tripoli relancent leurs échanges commerciaux

Fermé depuis la détérioration de la situation sécuritaire en Libye en 2011, le poste frontalier de Debdeb situé sur la frontière entre l'Algérie et la Libye sera a annoncé, hier à Blida, le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Kamel Rezig. «La réouverture du poste frontalier de Debdeb va relancer le trafic commercial entre l'Algérie et la Libye», dira le ministre du Commerce, en ajoutant qu'il permettra également de booster les exportations hors hydrocarbures du pays et surtout d'intégrer d'autres marchés importants, notamment africains, européens et arabes. Situé dans la wilaya d'Illizi, à l'extrême Sud-Est du pays, le poste frontalier de Debdeb se trouve, également, à six kilomètres seulement au Sud de la ville libyenne de Ghadamès, «il est d'une importance capitale pour les deux pays», estime Kamel Rezig en marge de sa visite à Blida dans le cadre du lancement des activités du Salon régional Mitidja de la production et de l'exportation.

Lors de cette occasion, le ministre s'est adressé aux opérateurs économiques algériens, notamment ceux activant dans l'agro-alimentation et les matériaux de construction, les invitant à investir le marché libyen «prometteur», soulignant le rôle important, qui sera dévolu à cette installation frontalière, dans la hausse du volume des exportations algériennes sur les marchés libyens. Le ministre du Commerce a également exhorté les opérateurs économiques locaux de «s'orienter vers l'exportation, qui est de nature à offrir une valeur ajoutée à l'entreprise productrice et à améliorer sa situation financière», et «à ne pas se suffire du marché national», exprime-t-il. Il leur a assuré qu'ils avaient la possibilité d'intégrer les marchés de 54 pays africains, 27 pays européens et 21 pays arabes, sans avoir à payer des charges ou des taxes, conformément aux accords signés entre ces pays et l'Algérie. Il a, également, souligné l'impéra-

tif de s'intéresser au marché africain, au regard, a-t-il dit, de «tous les indicateurs qui démontrent que le volume des échanges commerciaux en Afrique est de près de 3.000 milliards de dollars», ajoutant que l'Algérie ambitionne l'obtention d'une part (aussi minime soit-elle) de ces échanges commerciaux, grâce à la «conjonction des efforts» des deux parties, Gouvernement et opérateurs économiques. Kamel Rezig a, dans ce même contexte, mis l'accent sur l'importance accrue conférée par son département ministériel à la promotion des exportations hors hydrocarbures, estimées à quatre milliards de dollars cette année, et qui ambitionne de porter ce chiffre à cinq milliards de dollars en 2022. «Le produit algérien (toutes filières confondues) a réussi, grâce à sa qualité, à se faire une place non seulement au sein de plusieurs marchés africains, mais, aussi, dans le Sud et le Nord de l'Europe, et dans les pays arabes», a souligné le ministre.

S. Abi

INFO EXPRESS

Alger
Saisie de plus de 634.000 euros et arrestation de 43 individus en 6 mois
 Les services de la Police aux frontières (PAF) de l'aéroport international Houari Boumediène, ont saisi, du 1^{er} juin au 30 novembre 2021, d'importants montants en devise ayant dépassé 634.000 euros, destinés à la contrebande, en plus de l'arrestation de 43 individus, a indiqué lundi un communiqué des services de la Sécurité nationale. Dans le cadre de la lutte contre le crime relatif aux infractions liées à la législation de change et de mouvement des capitaux, les services de la PAF de l'aéroport international d'Alger ont procédé, du 1^{er} juin au 30 novembre 2021, à la saisie d'importants montant d'argent en devise estimé à 634.273,36 euros, destinés à la contrebande vers Istanbul, Paris et Dubaï avec l'arrestation de 43 individus impliqués.

First Global Roboco Challenge
Une équipe algérienne décroche la 1^{re} place

Une équipe algérienne a décroché la 1^{re} place sur un total de 40 pays participant au Concours international de robotique «First Global Roboco Challenge», a indiqué lundi l'ambassade des Etats-Unis d'Amérique en Algérie. Une équipe algérienne, composée de Tarek, Nouha et leur professeur Abdelmalek, s'est adjugé la 1^{re} place au concours international et à caractère olympique, de robotique qui se déroule avec la participation d'équipes de 40 pays, a précisé un communiqué de l'ambassade. L'équipe, qui a totalisé 15.031 point lors de cette compétition est formée par l'organisation non lucrative «World Learning» et financée par la compagnie aérienne américaine «Boeing» et la compagnie «DOW», a conclu le communiqué.

Intempéries

Plusieurs interventions dans le Centre et l'Est du pays ces dernières 24h

Les unités de la Protection civile ont effectué ces dernières 24 heures plusieurs interventions pour secourir et venir en aide à des citoyens dont les habitations se sont partiellement effondrées suite aux intempéries et chutes de neige enregistrées dans plusieurs wilayas du Centre et de l'Est du pays, sans faire de victimes, indique lundi un bilan des services de la Protection civile. A Alger, les unités de la Protection civile ont enregistré au niveau de la commune d'El Biar un effondrement partiel du mur extérieur d'une habitation individuelle sise rue Nassiba Malek et d'un toit d'une habitation précaire sur une voiture à la commune de Sidi Abdellah ainsi qu'un cas similaire à la commune de Bab el Oued. Les mêmes unités ont inspecté également à la commune de Bouzeréah le risque de glissement de terrain au niveau d'un bidonville. A Boumerdès, il a été enregistré la chute de certains arbres, poteaux et câbles électriques dans les communes de Bordj Menaïel, Korso et Boudouaou, tandis qu'à la commune d'Azzaba (Skikda), les services de la PC ont enregistré la



chute d'un arbre sur deux voitures touristiques. A Tipasa, il a été relevé la chute d'arbres de certaines routes et cités aux communes de Nadhor, Koléa et Chaïba, outre la chute de 4 câbles électriques sur 5 habitations à la cité Ali khoudja dans la commune de Khemisti. A la commune de Ouled Fares (Chlef), les éléments de la PC ont réussi à sauver 70 têtes d'ovins bloqués dans

la boue à la RN-19. A Bejaïa, il a été enregistré la chute d'un arbre sur des câbles électriques à la cité 600 logements Ihadadene, tandis qu'à la commune Berrahal (Annaba) il a été relevé des fissures sur certains murs et l'effondrement partiel d'un toit d'un siège d'une structure publique, outre les opérations de pompage d'eau de pluies dans 9 bureaux.

Finale de la 3^e édition d'Algeria Start-up Challenge

Les Start-ups «Bee Tech», «Amentech» et «Garini» lauréats

Les startups «Bee Tech», «Amentech» et «Garini», activant respectivement dans les domaines de la Foodtech, Fintech et Logistics, ont été primées lors de la cérémonie de clôture de la 3^e édition du Algeria Start-up Challenge (ASC) dédié aux entrepreneurs innovants, tenue avant-hier à Alger. La start-up «Bee Tech», est un projet de protection des apiculteurs contre le vol et le vandalisme des ruches grâce à un dispositif d'alerte par un appel GSM ou via un dis-

positif qui n'a pas besoin de connexion internet ou de réseau (dans un rayon de 5 km environ), explique son développeur, Oussama Belhamdi. De son côté, la start-up «Amentech» a surclassé ses concurrents avec sa solution de dématérialisation du guichet d'assurance sinistre, en permettant aux assurés automobile de faire leur constat en ligne en joignant photos et témoignages de l'accident, a expliqué son initiateur Mohamed Riad Tabi. Troisième lauréat, la star-

tup «Garini», est une plateforme mobile de réservation des places de parking, proposant les places de parking disponibles selon la localisation du demandeur, a fait savoir son développeur Oudda Abbas. Lors de son allocution, le ministre délégué auprès du Premier ministre chargé de l'Economie de la Connaissance et des Start-up, Yacine El Mahdi Oualid, a salué le choix des domaines des challenges qui sont «en relation directe avec l'économie nationale».

Barrages

Le taux de remplissage établi à 35,26%

Le taux de remplissage des barrages en exploitation à travers le territoire national a atteint une moyenne de 35,26% suite aux dernières précipitations enregistrées dans plusieurs wilayas du pays, rapporte lundi l'APS. Ces volumes d'eau emmagasinés à travers les 75 barrages en exploitation ont été enregistrés jusqu'au 6 décembre, grâce aux apports des derniers épisodes pluviométriques à travers plusieurs wilayas du pays. Selon le tableau de l'Agence nationale des barrages et transferts (ANBT) communiqué par le ministère des ressources en eau, 11 barrages af-

fichent un taux de remplissage supérieur à 80%, à savoir les barrages de Fergoug et Oued Taht (Mascara) avec des taux de remplissage respectifs de 87,45 % et 98,99 %, le barrage de K'Sob (M'sila) à 86,95%, Kissir et Boussiaba (Jijel) avec des taux respectifs de 96,36% et 88,78%, Beni Haroun et Oued Athmania (Mila) à 87,70% et 97,52 %, Beni Zid (Skikda) à 94,39 %, Uldjet Mellegue (Tébessa) à 87,08%, Taghrist (Khenchela) à 81,25% et Mexa (El Tarf) à 83,85%. Les données du ministère révèlent toutefois que le taux de remplissage au niveau de 44 barrages sur

les 75 en exploitation était inférieur à 35%. Il s'agit notamment des barrages de Bani Bahdel, Meffrouch (Tlemcen) dont le taux de remplissage a été très faible, soit respectivement 3,35% et 0,73%. Egalement les barrages de Béni Slimane (Médéa) avec un taux de 6,45% et le Barrage de Keddara à seulement 19,96%. Les barrages assurent 33% des besoins nationaux en eau potable, estimés à 3,7 milliards de m3. La moitié de ces besoins est assurée à partir des eaux souterraines et 17% à partir du dessalement d'eau de mer.

INFO EXPRESS

Activité associative
Création de l'«Académie du bénévolat» pour renforcer l'engagement des volontaires

Le Centre national de soutien aux jeunes volontaires appelé «Académie du bénévolat» a été créé avec pour objectif de renforcer l'engagement de la société civile et des volontaires. Dans une allocution lors de la remise du Prix du Président de la République du bénévolat, à l'occasion de la Journée internationale des bénévoles et des volontaires, le vice-président de l'Association nationale de volontariat et membre de la commission africaine du volontariat, Khaled Mehiz, a souligné le rôle important de cette académie dont la création a été annoncée dimanche soir à Alger, dans l'optique du renforcement de l'engagement de la société civile et des volontaires. Le centre qui regroupe des associations bénévoles tend également à renforcer la coopération et les échanges avec les parties concernées via une plateforme digitale et à organiser des rencontres et des conférences sur le rôle des associations dans la société, a précisé l'intervenant lors de cet événement organisé sous le haut patronage du président de la République, Abdelmadjid Tebboune. L'Académie du bénévolat vise aussi à aider les associations à relever les différents défis, notamment lors des catastrophes naturelles et des crises sanitaires et environnementales.

Demande d'aide financière

Homme, sans revenu, handicapé, diabétique, marié, demande à toute âme charitable de lui venir en aide financièrement afin de lancer un petit projet (vendeur ambulancier) pour pouvoir subvenir aux besoins de ses enfants.

Allah Le Tout-Puissant vous le rendra.

MOB : 0782519683

Demande d'aide financière

Dame cancéreuse, démunie, demande à toute âme charitable de lui venir en aide (financière) afin d'effectuer des examens (échographie analyses, etc...).

MOB : 05 59 31 19 67.

Energie

Une grave pénurie menace le Maroc



■ L'accord du Maroc avec l'entreprise britannique Sound Energy ne couvre que 12% des besoins en électricité.

La compagnie britannique a respecté les conditions de production, de traitement et de livraison du gaz de Tandrara pour transiter par le gazoduc Maghreb-Européen reliant l'Algérie à l'Espagne et traversant le Maroc. Cet accord représente seulement le tiers du besoin marocain. Sur cette question, l'expert marocain en énergies renouvelables, Ahmed Skalli, a déclaré que «l'accord avec la société britannique vise à redémarrer les deux centrales de production d'électricité qui servaient à acheminer le gaz algérien vers l'Europe», expliquant que «le besoin annuel en gaz naturel est estimé à environ un milliard de mètres cubes, soit le même montant que le Maroc a pris en redevance pour le transport du gaz algérien par son gazoduc». Concernant les alternatives qui permettront de combler le manque à gagner annuel, l'intervenant a précisé que «le Maroc dispose d'énergies renouvelables et il y a de nombreux projets qui sont sur le point d'être achevés pour contribuer à couvrir les énergies renouvelables. Pour sa part, le secrétaire général de l'Union

Cité par la presse officielle, la société britannique Sound Energy, qui exploite le champ gazier de Tandrara dans l'Est du Maroc, a annoncé, en ce mois de décembre 2021 avoir conclu un accord avec le Maroc pour s'approvisionner en gaz, précisant que le contrat a une durée de dix ans.

nationale du pétrole et du gaz, Al-Hussein Al-Yamani, a affirmé à Aswat Magharebia qu'après avoir découvert que le champ de Tandrara qui contient des quantités de gaz, il sera pompé dans un pipeline pour redémarrer les stations de Aïn Beni

Mathar et de Tihadart. De son côté, une chercheuse spécialisée dans les affaires énergétiques et environnementales, Jamila Merabet, estime que «l'accord du Maroc avec l'entreprise britannique est l'une des solutions complémen-

taires, il aidera le pays à combler 12% de l'électricité dont il a besoin » Dans sa déclaration à Aswat Magharebia, Merabet a expliqué que « le Maroc espère accélérer le rythme des projets d'énergie renouvelable et adopter des politiques de transition progressive en utilisant des méthodes efficaces telles que le système hybride en intégrant plus d'une source d'énergie pour combler cette grande pénurie qui touche le Maroc.

Oki Faouzi

Les forces de sécurité marocaines ont circonscrit l'expansion des manifestations populaires

Le secrétaire général de l'Observatoire marocain contre la normalisation, Aziz Hanawi a affirmé que la politique de répression et de restrictions sécuritaires pratiquée par les forces marocaines contre les manifestants sortis pour dénoncer la normalisation avec l'entité sioniste avait circonscrit l'expansion des protestations populaires sur l'ensemble du territoire marocain. Dans une entrevue accordée à El Sharq TV, M. Hanawi a indiqué que le mouvement populaire

organisé dans 36 villes marocaines, lors des récentes manifestations de protestation pour exprimer la solidarité avec le peuple palestinien et rejeter la normalisation maroco-sioniste, était précaire, car malheureusement secoué par la répression et les restrictions exercées par les forces de sécurité marocaines. Si ce n'est la politique restrictive pratiquée par les forces de l'ordre depuis la signature de l'accord de normalisation, des millions de citoyens

seraient sortis dans les rues pour exprimer le rejet de cette farce (normalisation), a-t-il expliqué. Les médias sionistes ont fait circuler récemment une information indiquant que «l'alliance stratégique» entre le Maroc et l'entité sioniste était bien fondée, a fait remarquer M. Hanawi, déplorant les déclarations du ministre marocain des Affaires étrangères, lequel avait affirmé sa volonté d'aller loin dans les relations avec l'entité sioniste.

Il aura lieu en Algérie en mars 2022 La Palestine au cœur des priorités du prochain sommet arabe

L'Algérie œuvrera activement pour placer la cause palestinienne au cœur des priorités du prochain Sommet arabe qu'elle abritera en mars prochain, a affirmé lundi le président de la République, Abdelmadjid Tebboune qui a souligné la fidélité de l'Algérie à ses principes authentiques appelant au triomphe des opprimés. Dans une allocution prononcée lors d'une conférence de presse conjointe avec le président palestinien, M. Mahmoud Abbas, en visite d'Etat en Algérie, le Président Tebboune a déclaré : «Nous avons jugé nécessaire au moment où nous nous apprêtons à abriter le prochain Sommet arabe, d'œuvrer activement pour placer la cause palestinienne au cœur des priorités de cet événement important». Le chef de l'Etat a, dans ce cadre, formé le vœu de voir le prochain Sommet arabe «fédérateur et constituer un nouveau départ pour l'action arabe commune». «Face à l'impasse sans précédent que connaît le processus de paix au Moyen-Orient et dans le contexte des politiques criminelles de l'occupant visant à changer le caractère géographique et démographique et perpétuer le fait accompli, nous estimons qu'il est impératif de renforcer l'action arabe commune concernant notre cause centrale et d'unifier les positions de soutien au peuple palestinien et à sa lutte héroïque», a poursuivi le Président Tebboune. Le Président Tebboune a indiqué que la cristallisation d'une position unifiée et commune sur le soutien des droits du peuple palestinien à travers un attachement collectif à l'Initiative de paix arabe de 2002 aura un impact important sur la réussite des travaux de ce Sommet et la consolidation du processus de l'action arabe commune. «L'Algérie restera fidèle à

ses principes authentiques appelant à défendre la vérité et au triomphe des opprimés en tout temps et quel qu'en soit le prix», a assuré le Chef de l'Etat. Evoquant les relations algéro-palestiniennes, M. Tebboune a affirmé que les mots ne sauraient les décrire au vu de ce qu'elles représentent de valeurs communes de lutte, de sacrifice et de libération. «La joie qui se dessine sur le visage des Algériennes et des Algériens en portant ou en décorant leurs maisons et leurs villes du drapeau palestinien, à chaque occasion et parfois sans occasion, n'est qu'une simple expression de cette profonde relation émotionnelle à travers laquelle tout le peuple algérien a défendu la juste cause palestinienne à toutes ses étapes», a affirmé le Président Tebboune. «L'Algérie qui a embrassé, peuple et gouvernement, la cause palestinienne et l'a défendue dans tous les fora internationaux et régionaux», poursuit le Président de la République, constitue pour nous une question de loyauté à notre glorieuse histoire de libération et aux lourds sacrifices consentis par nos prédécesseurs qui ont justement cru à la justesse de la cause palestinienne. «Par fidélité à la glorieuse histoire révolutionnaire de l'Algérie et à l'engagement immuable de tout le peuple algérien soutenant la cause palestinienne juste en toute circonstance, et en application des résolutions pertinentes de la Ligue arabe, l'Etat algérien a décidé de remettre un chèque comportant une contribution financière de la part de l'Algérie de l'ordre de 100 millions de dollars à notre frère, son excellence Abou Mazen, président de l'Etat palestinien et de l'Organisation de libération de Palestine», a écrit le président de la République. ■

■ Palestine

L'armée d'occupation israélienne attaque une ville palestinienne

Les forces d'occupation israéliennes ont assiégé la ville palestinienne de Yaabd, au sud de Jénine, dans le nord de la Cisjordanie, ont rapporté lundi des médias. L'armée d'occupation israélienne a installé des barrières aux entrées de la ville, empêchant complètement l'entrée et la sortie des véhicules et

citoyens de et vers celle-ci, selon l'agence de presse palestinienne. Depuis plusieurs semaines, la ville de Yaabd subit des incursions et perquisitions dans les domiciles de ses habitants par les forces d'occupation israéliennes, sans que ces dernières dévoilent les raisons de ces opérations contre les palestiniens.

contribution

Les enjeux géostratégiques par la maîtrise de l'intelligence économique et leurs impacts sur la nouvelle architecture des relations internationales

Dans les relations internationales actuelles n'existent pas de sentiments, de discours de fraternité mais que des intérêts, une diplomatie n'étant forte que si l'économie, conciliant l'efficacité économique et une profonde justice sociale, renvoyant à la moralité des dirigeants, est forte, étant d'ailleurs la seule garantie de la cohésion sociale et d'un front national solide. D'où l'importance du redressement économique national, du renouveau culturel de toutes nos institutions militaires et civiles qui doivent s'adapter à ces nouvelles mutations.

1. Le fondement des nouvelles relations internationales

De nouvelles mutations modifient tant le fonctionnement des sociétés que les relations internationales, notamment la gouvernance interne déterminante, pour mobiliser les populations et les relations entre les États, les organisations internationales et les sociétés civiles mondiales et locales et leurs influences dans des conflits. Les différents acteurs ont des points de vue disparates quant à la manière de réaliser leurs objectifs. C'est que les conflictualités du monde contemporain ne sont pas seulement économiques ou sécuritaires, mais également et surtout ont pour essence une profonde crise morale devant se fonder sur une profonde rénovation de la perception du monde. Depuis que le monde est monde, nos sociétés vivent d'utopie. Comme le dit l'adage populaire, l'espoir fait vivre.

D'ailleurs, au niveau des sociétés, nous assistons à une pièce de théâtre où chacun a un rôle déterminé, les pouvoirs en place avec leurs cours et leurs discours contribuant à cette utopie. Les guerres et les révoltes sociales en sont le contrepoids. Aussi, il existe une tension entre d'une part, les processus de paix traditionnels menés par les États (la diplomatie officielle) et par l'armée et d'autre part, les processus engagés par des civils, qui résultent de traditions telles que la non-violence active et le dialogue à la base. C'est que les crises internationales ont toujours concerné de nombreux acteurs. Mais traditionnellement, en dehors de l'organisation de sécurité collective à vocation universelle et à compétence générale qu'est l'ONU, leur gestion revenait avant tout aux États. Or de nombreux autres acteurs y participent désormais, notamment, les organisations non gouvernementales et les organisations d'intégration régionales. On le constate, le champ est composé d'une multitude d'acteurs et d'approches qui implique de facto un morcellement des actions et une difficulté à avoir un impact significatif sur le terrain. De nombreuses études tentent de catégoriser les principaux acteurs de ces conflictualités émergentes. La plupart d'entre elles opposent les États, dotés de forces armées régulières, à des

L'objet de cette brève contribution, engageant la sécurité nationale, est une synthèse de mes nombreuses contributions nationales et internationales sur ce sujet entre 1980/2021. Le monde est à l'aube d'un profond bouleversement géostratégiques tant dans le domaine économique, social que sécuritaire, où en ce XXI^e siècle, le culturel sera déterminant, modifiant les comportements et profondément les relations internationales

acteurs non-étatiques, laissant apparaître de nouveaux adversaires. Cette opposition, selon les experts en géostratégie entre États et acteurs non-étatiques, ne semble pas totalement satisfaisante car elle ne reflète pas l'ensemble des systèmes asymétriques.

En effet, une typologie des acteurs ne peut se faire qu'en prenant en compte plusieurs critères : les motivations, l'organisation et les modes d'action. De nouvelles conflictualités sont apparues où leurs acteurs se caractérisent souvent par l'illisibilité de leurs organisations, l'imprévisibilité de leurs actions multiformes qui privilégient la violence dûment mise en scène par la recherche du sensationnel et de la médiatisation. Des stratégies d'adaptations s'imposent donc face à ces nouvelles mutations. Il fut dans un temps pas lointain où les relations de chefs d'Etat à Etat, de ministres à ministres étaient à la base des relations internationales. Aujourd'hui, ce n'est plus le cas et désormais ce sont les réseaux décentralisés à travers des organisations non gouvernementales disparates qui fondent les relations. (Voir notre contribution au colloque international sur le thème «Réseaux sociaux au Maghreb et au Moyen-Orient : quel impact sur les transitions politiques dans la région» organisé le 28 janvier 2020 au Cercle National de l'Armée, Beni Messous – Alger par l'IMDEP/MDN), s'adaptant aux nouvelles technologies ainsi que la diplomatie algérienne, n'étant plus dans les années 1970, pour s'adapter à ces nouvelles mutations. Grâce aux nouvelles technologies et à leur prolifération non maîtrisée, ces conflictualités sont susceptibles d'utiliser toute la panoplie des capacités actuelles : armement sophistiqué, maîtrise de l'information, diversité des types d'agression (capacité d'exporter une menace n'importe où dans le monde), générant des menaces (cyber-délinquance, cybercriminalité, etc.) qui mettent en évidence l'insuffisance des systèmes de sûreté ou de substitution dans les sociétés modernes. En effet, les moyens modernes de communication facilitent l'expression libre et la circulation, via les réseaux, des idées les plus extrêmes, dans un but revendicatif, subversif ou prédateur. Elles peuvent atteindre tous les pans de la société : cohésion sociale,

légitimité de l'autorité, pertinence du modèle économique, sociétal ou religieux. Ainsi véhiculées, les techniques d'«agression» de toutes natures se propagent, et contribuent d'autant plus à la fragilisation des «cibles» potentielles qu'elles s'appuient souvent sur l'image, support d'émotion et propice aux comparaisons. Pour preuve les drones commencent à remplacer l'aviation classique et armés de missiles, à des centaines de kilomètres peuvent détruire des pans entiers du territoire ; les nouvelles télécommunications peuvent espionner toute conversation, détecter tout mouvement des troupes même en pleine nuit et les cyber-attaques peuvent paralyser toute une économie.

Parallèlement nous assistons à l'influence décadente des pays dits non alignés, où en réalité la majorité s'aligne, des organisations comme l'ONU, l'OUA, le monde arabe traversés par des courants contradictoires qui se limitent à des communiqués, vœux pieux et à des résolutions rarement appliquées. Concernant l'espace naturel de l'Algérie, la Méditerranée et Afrique avec de nombreuses zones de conflits, notamment la zone sahélienne avec des interférences étrangères, le contrôle économique de l'Afrique étant l'enjeu du XXI^e siècle, avec des richesses non exploitées, objet de toutes les convoitises nous devrions assister à de profondes reconfigurations socio-économiques, technologiques mais également sécuritaires «Sur les mutations géostratégiques militaires, politiques, sociales et économiques» - voir la Revue IEMed 2017 -Barcelone -Espagne, un important collectif analysant la sécurité, le politique, l'économique, le social et le culturel de la région méditerranéenne auquel a contribué le professeur Abderrahmane Mebtoul sous la direction du professeur Senen Florensa, ancien diplomate et ministre espagnol, président de IEMed (516 pages), préfacé par Johannes Hahn ex-Commissaire européen à la politique de voisinage aux négociations d'élargissement. où ont contribué 51personnalités internationales (ministres, diplomates, politiques, militaires, économistes, sociologues, historiens, écrivains) des deux rives de la Méditerranée en huit chapitres interdépendants :

1.-le conflit arabo-israélien revisité

- 2.-les défis à venir de l'union européenne
- 3.-l'avenir de l'Islam
- 4.- (Dé) Radicalisation et sécurité et leurs effets - sur la région méditerranéenne
- 5.-Bilan et partenariat des pays -les pays méditerranéens / Union européenne -Balkans occidentaux -Maghreb -Moyen Orient et Turquie -Les autres acteurs
- 6.-secteurs stratégiques (sécurité et politique) -
- 7.-Economie et territoire -
- 8.-Société et culture)

2.- L'impact dans les relations internationales de la maîtrise de l'intelligence économique

Un des segments des nouvelles technologies est la maîtrise de l'Intelligence économique. Sa gestion stratégique est devenu pour une Nation et l'entreprise d'une manière particulière, l'un des moteurs essentiels de sa performance globale et de sa sécurité afin d'éviter de livrer aux concurrents des informations sensibles à travers le piratage. Beaucoup d'entreprises tentent de soutirer à leurs concurrents des technologies, des fichiers de clients, des secrets commerciaux, des structures de coûts de produits, des spécifications et procédures de fabrication de produits et des plans de développement. C'est pourquoi, actuellement la majorité des Etats développés contribuent à assurer le contrôle de la sécurité des bases de données internes pour faire face aux piratages des données. D'où le rôle d'une sensibilisation des acteurs de l'intelligence économique non seulement à une meilleure connaissance et une meilleure maîtrise des outils, mais également à une «culture» de la sécurité qui suppose des comportements et des habitudes adaptées à l'utilisation de ces outils. En fait tout cela renvoie à une nouvelle gouvernance fondée sur la valorisation de l'économie de la connaissance sans lesquels aucun pays ne peut se développer durablement. Et cela interpelle l'ensemble des Ministères, administrations et entreprises algériennes, mais également tous les citoyens. C'est que l'intelligence économique est un processus découlant du cycle du Renseignement. Les informations collectées permettent de construire une conviction au fil du traitement et non de confirmer l'opinion erronée qu'un acteur pourrait initialement avoir. Une étape d'expression du besoin formalisée permet de «cibler» la recherche en définissant un périmètre limité, étape indispensable pour éviter l'accumulation de données inutiles et donc se parer d'une surcharge informationnelle contre productive. L'ensemble des champs qui complètent l'Intelligence économique, comme, la gestion des connaissances, la protection des informations, le lobbying, peuvent être regroupés dans le concept global d'Intelligence stratégique.

INFO EXPRESS

Laghouat

Lancement de la finance islamique au niveau de l'agence de la BADR

Le produit de la finance islamique a été lancé lundi au niveau de l'agence de Laghouat de la Banque de l'Agriculture et du Développement rural, BADR. Ce nouveau système de finance islamique prévoit l'ouverture de comptes avec des carnets d'épargne, d'investissement et de finances islamiques, a indiqué le directeur régional de la BADR, Saïd Bessas, lors de la cérémonie inaugurale, en présence du wali de Laghouat, Abdelkader Bradai, du calife général de la Tariqa Tidjania, Cheikh Ali Belarabi Tidjani. Le système de finance islamique met à la disposition des clients pas moins de quatorze (14) produits homologués par la Banque centrale et le Haut conseil islamique, dont les comptes courants, les comptes d'épargne, ainsi que les transactions financières selon la formule de la «Mourabaha» incluant tous domaines de transport, matières premières, production agricole et matériels professionnels, a précisé M. Bessas. Le Calife général de la Tariqa Tidjania, Cheikh Ali Belarabi Tidjani, a salué les efforts fournis par la BADR pour permettre aux citoyens, agriculteurs, éleveurs et autres catégories sociales, de tirer profit de cette formule de financement, susceptible de soutenir les projets loins des transactions usurières.

Ghardaïa

Une production de 7.450 quintaux d'arachide «Bio» engrangée

La culture des cacahuètes dans la wilaya de Ghardaïa reste toujours au stade traditionnel, sur de petites exploitations familiales, avec une faible technicité des agriculteurs et l'utilisation de semences de faible rendement, a fait savoir M. Djebrit.

Son introduction dans la région remonte aux années 30 du siècle dernier et a été introduite par un agriculteur dans la région de Seb-Seb en réalisant un semis d'un kilogramme d'arachide d'une variété égyptienne, avant d'être cultivée et répandue dans les autres localités de la wilaya, a-t-il précisé. De nombreux cultivateurs locaux accordent un grand intérêt à l'intensification de l'arachide qui constitue une culture «très lucrative», selon M. Djebrit, qui signale que la sécheresse et la baisse du niveau piézométrique de la nappe phréatique qu'a connu la région de Ghardaïa ces deux dernières années ont dissuadé les agriculteurs de cultiver l'arachide. Plante atypique des zones chaudes et humide, l'arachide a investi le sud de la wilaya de Ghardaïa où des travaux de semis sont réalisés manuellement par une centaine d'agriculteurs qui sont confrontés à de



nombreux problèmes, en particulier leur ignorance de l'itinéraire technique de cette culture, le manque d'eau d'irrigation et les nombreux ravageurs de ce type de culture, notamment les moineaux, les rongeurs et autres. De tous les produits qui s'offrent aux touristes et autres visiteurs de l'incontournable souk de Ghardaïa, les cacahuètes de la région de Seb-Seb retiennent l'attention par leur qualité gustative et ont gagné une notoriété qui a dépassé les frontières de la région de

Ghardaïa. Les premières récoltes d'arachide ont fini d'envahir les étals du souk de Ghardaïa avec un prix oscillant entre 450 et 550 DA/kg, selon la taille de la gousse. De nombreux vendeurs professionnels achètent en gros la production arachidière de Seb-Seb avant de la griller dans les fourneaux des torréfacteurs très répandus à Ghardaïa et la redistribuent ensuite au détail. Les services de la DSA, en collaboration avec la Chambre agricole de la wilaya de Ghardaïa, ont entamé une campagne de sensibilisation visant à regrouper les cultivateurs d'arachide en une association ou groupement, en vue de les

former et les orienter pour l'acquisition de moyens et semences de qualité afin d'intensifier cette culture dans la région et attirer des investisseurs pour une industrie agroalimentaire créatrice d'emplois. De nombreux spécialistes du développement rural estiment que l'intensification de cette culture «stratégique», soutenue d'une formation technique des agriculteurs, peut générer un développement durable pour ces contrées enclavées en créant des unités de conditionnement de Cacahuètes ainsi que des huileries ou savonneries, sans oublier la fabrication de beurre d'arachide.

El Bayadh

Appel à l'élargissement des périmètres agricoles

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Mohamed Abdelhafid Henni, a appelé lundi depuis El-Bayadh à l'impératif d'élargir les périmètres agricoles à travers le territoire national, notamment ceux destinés à la céréaliculture dans l'objectif de réduire la facture d'importation. Au cheflieu de la wilaya où il a inspecté une structure de stockage de 15.000 quintaux relevant de la coopérative de céréales et légumes secs (CCLS), mise en service lundi, le ministre a mis l'accent sur l'importance d'exploiter les périmètres agricoles existant à travers le pays, outre leur élargissement, y compris dans la wilaya d'El-Bayadh en augmentant notamment la superficie consacrée aux céréales pour réduire la facture d'importation de cette matière stratégique. Et d'ajouter que l'Etat assurera aux professionnels du secteur tout l'accompagnement nécessaire, notamment pour les jeunes, a-t-il rassuré, rappelant la consécration de plusieurs surfaces



agricoles à l'exploitation dans le but de promouvoir le secteur de l'Agriculture. Il a mis l'accent sur l'importance d'ouvrir une unité pour la coopérative des céréales et des légumineuses de la wilaya d'El Bayadh qui dispose de grandes potentialités agricoles dans l'élevage et la production des viandes rouges. Cette coopérative répondra aux besoins des éleveurs en matière d'orges et réduira les déplacements à la wilaya de Saïda pour acquérir cette matière, mettant en

suffisante des fourrages à travers le pays. Aussi, cette coopérative permettra aux agriculteurs de déposer leurs produits céréaliers à son niveau lors de la campagne moisson-battage et d'acquérir les semences pour la campagne labours-ensemences. Le ministre de l'Agriculture poursuivra, mardi, sa visite dans la wilaya d'El Bayadh où il tiendra une rencontre avec les représentants des associations agricoles et présidents des conseils interprofessionnels locaux des diverses filières agricoles.

Relizane

Les parents d'élèves de Merainia se plaignent du manque de transport scolaire

À Relizane le transport scolaire n'est pas accessible à tous. Ce problème se pose avec acuité, notamment pour les collégiens et lycéens de Merainia, un village situé à environ 4 km, mais encore pour ceux de Merainia Deux.

En effet, le problème du transport scolaire se pose toujours avec acuité au niveau de la localité de Merainia. En effet, des enfants de tous âges parcourent des dizaines de mètres par jour pour rejoindre leurs établissements scolaires et au retour vers leurs domiciles. Ces enfants sont exposés à tous les risques tant en matière de sécurité routière qu'au niveau santé, surtout durant cette saison hivernale. De nombreux parents d'élèves ont sollicité l'intervention des autorités locales de la commune afin de trouver une solution pour assu-

rer le transport scolaire de leurs progénitures. Puisque le bus scolaire disponible ne suffit pas pour contenir tous les élèves scolarisés. Les parents d'élèves affirment que ces désagréments risquent de perturber le cursus scolaire de leurs enfants, notamment avec les absences fréquentes enregistrées parmi les élèves de trouver une solution à cet épineux problème, qui se renouvelle à chaque année scolaire. Face à cette défaillance qui pénalise grandement les élèves résidant loin de leur établissement scolaire, les parents ont réagi en adressant une pétition à la Fédération des parents d'élèves et aux autorités concernées, leur signalant les difficultés quotidiennes auxquelles sont confrontés leurs enfants.

N.Malik

Impuissance masculine

Définition et causes

L'impuissance masculine, ou dysfonction érectile, est l'incapacité de produire ou de maintenir une érection suffisamment forte pour une relation sexuelle accomplie. Cette dysfonction érectile peut avoir plusieurs causes, d'ordre physique ou psychologique, et peut même combiner les deux.



■ L'impuissance sexuelle, un casse-tête pour les hommes.

L'impuissance masculine est le plus souvent liée à une mauvaise circulation sanguine, due à une maladie vasculaire touchant les artères du pénis. Plusieurs traitements existent, la première des thérapies consistant à pratiquer une activité physique régulière.

L'impuissance, qu'est-ce que c'est ?

L'impuissance masculine, aussi appelée dysfonction érectile, se définit comme une inaptitude partielle ou totale à atteindre ou à maintenir une érection suffisante pour une performance sexuelle satisfaisante. Ce trouble est assez fréquent chez les hommes, surtout à partir de l'âge de 40 ans. Cette fonction sexuelle amoindrie empêche fortement sur la qualité de vie du sujet atteint et de sa partenaire. Cette affection peut engendrer, chez l'homme, une perte d'estime de soi, ternir son image de soi, voire mener à l'anxiété ou la dépression. L'impuissance peut

fortement endommager l'intimité du couple, et même entraîner un évitement de tout contact physique d'un homme avec sa partenaire. Elle peut également augmenter le stress émotionnel. Ce stress peut alors, par lui-même, renforcer les composants d'ordre psychogène de la dysfonction érectile.

Causes

De nombreuses causes peuvent engendrer une dysfonction sexuelle, qui peut même être le premier symptôme d'une pathologie jusqu'alors non diagnostiquée. Les érections sont assurées grâce à l'équilibre du flux sanguin entre l'intérieur et l'extérieur du pénis. Ainsi, l'érection du pénis est un phénomène neuro-vasculaire : elle requiert la dilatation

des vaisseaux du pénis, la relaxation des muscles lisses, l'augmentation du flux sanguin dans les corps caverneux, et l'occlusion des veines. Les deux corps caverneux situés au niveau du pénis constituent en effet un tissu spongieux et extensible. Composés d'espaces lacunes, ces corps caverneux se gorgent de sang durant l'érection. Raison pour laquelle, les maladies vasculaires du pénis sont les causes les plus fréquentes, et expliquent environ 80 % des cas de dysfonction érectile organique.

D'autres maladies peuvent engendrer cette dysfonction érectile, telles que :

Le diabète ou des maladies neurologiques, telles que les consé-

quences d'une opération de cancer pelvien, avec une ablation de la prostate, qui touche les nerfs érectiles.

Ou également, en cas de section de la moelle épinière, comme chez des patients tétraplégiques et paraplégiques.

Des désordres d'ordre endocrinien : hypogonadisme (défaut de l'appareil reproducteur conduisant à une perte de fonction des testicules), hyperprolactinémie (surproduction d'une hormone appelée prolactine) ou maladie de la thyroïde.

Les hyperplasies bénignes de la prostate, dont les causes sont mal définies.

Ici, même si un facteur comme une dysfonction endothéliale, soit un mauvais fonctionnement des vaisseaux sanguins, peut se retrouver, un composant d'ordre psychogène, lié à l'anxiété de performance, joue aussi fortement. Parfois, le simple traitement de cet élément psychologique suffit à restaurer une érection normale.

Lorsqu'elle est d'origine psychogène, l'impuissance est plus fréquente chez les hommes plus jeunes, qui décrivent un démarrage brutal de dysfonction érectile, et des érections matinales ou nocturnes précoces et persistantes.

Cette impuissance d'ordre psychologique peut être causée par divers problèmes, l'anxiété de performance principalement, mais aussi la culpabilité, la dépression, les problèmes relationnels, ou la peur, ainsi que par une anxiété personnelle. ■

REPÈRE

Troubles

Diagnostic

Plusieurs questionnaires ont été développés, dans le but d'évaluer de façon objective les troubles de l'érection. Le questionnaire en cinq questions courtes, développé par l'index international de la fonction érectile (IIEF), aussi appelé IIEF-5, est ainsi très utilisé tant pour le diagnostic que pour l'évaluation de la réponse à apporter en termes de traitement. Le diagnostic peut être fait par un médecin généraliste, qui pourra aussi éventuellement orienter le patient vers un médecin urologue ou sexologue. Il faut aussi avoir à l'esprit que la dysfonction érectile peut être un symptôme précoce de défaillances systémiques importantes, telles qu'un diabète ou une pathologie cardiovasculaire.

Les éléments relatifs à l'histoire et l'auscultation du patient pourront être complétés par davantage d'investigations, dans le but d'identifier la cause de la dysfonction érectile. Ainsi, un diagnostic aura finalement pour but de : confirmer que le patient souffre bien de dysfonction érectile et ou d'une autre dysfonction sexuelle, telle que le manque de désir ou l'éjaculation précoce ; évaluer la sévérité de la maladie ; déterminer si la dysfonction érectile a une origine psychogène ou organique ; identifier les facteurs de risque ou les comorbidités ; évaluer la forme physique du patient lui permettant de reprendre une activité sexuelle.

Impuissance Les symptômes

Les symptômes les plus fréquents liés à des troubles de l'érection sont l'incapacité d'obtenir et maintenir une érection au cours d'une relation sexuelle, une faible libido, ainsi qu'une forte anxiété au sujet de la performance sexuelle. D'autres types de dysfonctions sexuelles masculines peuvent inclure des problèmes de libido, soit d'intérêt sexuel, l'orgasme et l'éjaculation.

Traitements de l'impuissance

Les options thérapeutiques pour lutter contre l'impuissance sont variées, et le choix se fera en fonction de facteurs tels que la sévérité de la dysfonction érectile, sa cause, ainsi que le choix du patient et de sa partenaire. Attention : de nombreux produits délivrés sur Internet ou dans les magasins, avec l'affirmation qu'ils peuvent aider à résoudre la dysfonction érectile, peuvent être inefficaces, voire nocifs. Le changement dans le mode de vie qui peut le plus influencer sur l'incidence de la dysfonction érectile est la pratique d'une activité physique. Les autres modifications du mode de vie ne peuvent pas toujours restaurer l'activité érectile. Il est parfois trop tard. Une perte de poids, grâce à un régime et de l'exercice physique, pourra contribuer à améliorer l'érection. Si l'impuissance est liée à un effet secondaire d'un médicament, le médecin pourra prescrire une molécule alternative. Une thérapie psycho-sociale pourra être efficace lorsque des facteurs émotionnels ou psychologiques contribuent à la dysfonction érectile. Les traitements psycho-sexuels peuvent varier d'une simple éducation sexuelle, à travers l'amélioration de la communication entre les deux partenaires, à des thérapies comportementales cognitives. Ils sont souvent combinés avec la pharmacothérapie. ■

FORSAMINE FOR men, un complément alimentaire inédit

Le produit miracle tant attendu par les hommes

L'industrie pharmaceutique en Algérie est en pleine évolution et révolution. La preuve à l'appui, les laboratoires privés Physiopharm, producteur et distributeur de produits pharmaceutiques, fondés en 2010 dans la zone industrielle de Constantine, ne cessent de glaner les échelons avec une gamme très variée, entre médicaments et compléments alimentaires, composée de plus de 111 produits. Grandissant d'une expertise de douze ans acquise grâce à une équipe composée d'hommes et femmes (chercheurs, spécialistes, médecins, ingénieurs, administratifs et autres personnels) hautement qualifiés, expérimentés et très motivés à la fois, la production de Physiopharm est aujourd'hui solide et surtout fiable, conduisant sa réputation à très honorable. Physiopharm est devenue un acteur incontournable sur le marché sanitaire, un avantage pour l'économie nationale et particulièrement pour l'industrie pharmaceutique du pays. Mieux, Physiopharm a lancé son nouveau produit médical, un complément alimentaire inédit, destiné aux personnes souffrantes d'un manque flagrant en libido, de la diminution du désir, d'impuissances sexuelles mais aussi, de troubles de fertilité, de l'éjaculation précoce, du stress et de fatigue gé-



nérale physique ou intellectuelle, il s'agit de FORSAMINE FOR MEN (Ampoule buvable). Ce complément alimentaire est un pur produit des Laboratoires Physiopharm de Constantine, produit à base de multiples vitamines, de minéraux et aussi d'acides aminés essentiels. FORSAMINE est aussi fait de gelée royale, de ginseng, de miel, des vitamines C, B2, B3, B6 et D, soutenu par un agent de conservation, le SORBATE de potassium (additif alimentaire). Fabriqué dans des conditions de haut de gamme avec des

normes internationales sous un contrôle de conformité très rigoureux, et surtout avec une équipe de scientifique très qualifiée et hautement expérimentée qui travaille longuement dans un département scientifique dédié spécialement à la recherche scientifique, là où les recettes « magiques » sont pensées avant de les proposer au grand public, FORSAMINE FOR MEN est tout simplement le meilleur remède contre le manque en vitamines, de fatigue générale que ce soit physique ou morale et du stress. Pour les dosages, il suffit de prendre, chaque matin par jour et à jeûne ou loin des repas, une seule ampoule de FORSAMINE FOR MEN diluée dans un demi-verre d'eau de préférence. Ce nouveau complément alimentaire proposé par Physiopharm doit être utilisé dans le cadre d'un mode de vie sain et ne pas être utilisé comme substituts d'un régime alimentaire varié et équilibré, toutefois il est déconseillé pour les personnes présentant une allergie ou hypersensibilité aux additifs alimentaires, notamment au SORBATE de potassium. Pour ce qui est des caractéristiques de FORSAMINE FOR MEN, ce complément alimentaire présente une valeur nutritionnelle de 100 ml, et d'une valeur énergétique de 136 kJ et de 32 kcal. ■

PROMOTION DE LA LANGUE AMAZIGHE

ASSAD EN VISITE D'INSPECTION À BENI ABBES

Le secrétaire général du Haut-Commissariat à l'amazighité (HCA), Si Hachemi Assad, a entamé lundi une visite de travail de trois (3) jours dans la wilaya de Béni-Abbès au titre des activités de son institution pour l'année 2021. La visite a pour objectif de prendre connaissance des efforts de l'Etat en matière de promotion de la langue amazighe à travers le territoire national.

Accompagné d'une délégation de cadres et responsables du HCA, M. Assad présidera au cours de cette visite de travail avec les autorités locales une rencontre sur le patrimoine immatériel de cette région du sud-ouest. Parmi ce patrimoine, celui lié au patrimoine poétique et musical «Korandje», à l'occasion de la sortie du premier album musical de six chansons Korandje, conçus et interprétés par Mostefa Mekhloufi, artiste issu de la région de Tabelbella et auteur de ces mêmes chansons. Ce premier album de chansons Korandje a été soutenu par l'APS, la Radio algérienne, la commission nationale algérienne pour la science et l'éducation, ainsi que par l'organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco).

Intitulé «Korandje», l'album est non commercial et a pour seule vocation de mettre cette variante linguistique et ce parler unique en Algérie, à la disposition des «relais institutionnels de recherche et d'éducation», selon des responsables du HCA. Le Korandje, qui est un mélange de songhaï (langue nilo-saharienne parlée dans plusieurs pays d'Afrique de l'ouest), d'Arabe et de Tamazight, est uniquement parlé dans la région de Tabelbella (424 km au sud de Béni-Abbès), notamment dans les zones de Kwara (Zaouïa), Ifrnyu (Cheraïa) et Yami (Mahkhlouf). Le secrétaire du HCA, dont la visite de travail dans la wilaya de Béni-Abbès s'étalera jusqu'à jeudi, présidera également l'installation du comité local chargé de la préparation de la journée internationale de la «Langue Mère», prévue à Igli (77 km au nord de Béni-Abbès) le 21 février 2022.

R.C.

Election de Lazare Eloundou Assomo Premier Africain à la tête du patrimoine mondial de l'Unesco

wAudrey Azoulay, directrice générale de l'Unesco vient de nommer le nouveau directeur du patrimoine mondial de l'Unesco, qui pour la première fois est un Africain.

Lazare Eloundou Assomo, 53 ans, Camerounais, dirigeait jusqu'alors le secteur « Culture et situations d'urgence » au sein de l'Unesco. L'année prochaine, la Convention du patrimoine mondial de l'Unesco signée par 193 États fêtera ses 50 ans. 1154 sites sont actuellement inscrits sur la liste du patrimoine mondial. Pour Lazare Eloundou Assomo, nouveau directeur du patrimoine mondial, il reste encore beaucoup à faire : « Beaucoup de régions dans le monde ne sont pas suffisamment représentées, notamment l'Afrique et les petits États Insulaires. Ce n'est pas parce qu'on n'a pas de Tour Eiffel que les sites ne sont pas importants ou n'ont pas de valeur universelle exceptionnelle. Nous allons lancer un dialogue avec tous les États pour corriger ce déséquilibre.»

Une carrière exemplaire

Lazare Eloundou Assomo a quitté le Cameroun à 17 ans pour suivre des études d'architecte et d'urbaniste en France. Il débute sa carrière en tant que chercheur associé au Centre international de la construction en terre de l'école d'Architecture de Grenoble en 1996. Ses premiers pas professionnels le portent en Afrique du Sud où il réalise des logements dans des townships. Son travail est salué par Nelson Mandela, qui se déplace sur le chantier où il travaille. « Une belle surprise, se souvient-il, et un moment qu'on



n'oublie pas dans une vie. Il m'a invité à boire un thé car la façon que nous avons de travailler avec les communautés afin de répondre à leurs besoins correspondait à sa façon de faire. » Lazare Eloundou Assomo rejoint l'Unesco en 2003. Il contribue à la création du Fonds pour le patrimoine mondial africain et coordonne plusieurs projets de restauration patrimoniale en Afrique, notamment au Mozambique (la forteresse du site du patrimoine mondial d'Illha), en Ouganda et au Mali. On lui doit l'ouvrage « Patrimoine mondial africain : une diversité remarquable », co-écrit avec Ishanlousen Odioua et publié en 2012 par l'Unesco. Au Mali, entre 2013 et 2016, il dirige le bureau de l'Unesco à Bamako, avec pour mission de reconstruire, de réhabiliter et de resacraliser les mausolées de Tombouctou détruits par les jihadistes. Un vaste chantier entrepris avec les savoir-faire des différentes communautés, dans des conditions

de sécurité difficiles. La réussite de ce chantier patrimonial de l'Unesco a valu à Lazare Eloundou Assomo d'être décoré de la médaille de Commandeur de l'ordre national du Mali, à titre étranger. Cette mission malienne aura permis pour la première fois de faire reconnaître la destruction du patrimoine mondial comme un crime de guerre. Pour la première fois, la mission de maintien de la paix au Mali a eu pour mandat de protéger la culture. Une victoire.

La Convention du patrimoine mondial de l'Unesco a 50 ans. Et maintenant ?

D'autres défis attendent le nouveau directeur du patrimoine mondial, qui occupait depuis 2018 le poste de directeur « Culture et situations d'urgence ». L'occasion déjà de se pencher sur plusieurs chantiers cruciaux : les conflits dévastateurs, les désastres et la restitution des biens culturels au titre de la Convention de 1970. Si la resti-

tution de biens culturels s'opère d'État à État, beaucoup de sites du patrimoine mondial ont des musées qui vont accueillir des objets restitués. Concilier patrimoine et développement mais aussi s'adapter au réchauffement climatique s'ajoutent aujourd'hui à la longue liste des défis à relever. « On voit beaucoup d'incendies, d'inondations, l'avancée du désert menacent les sites », confie Lazare Eloundou Assomo. En 2022, la Convention pour le patrimoine mondial fêtera son demi-siècle. « Il ne s'agira pas uniquement de célébrer le nombre de sites inscrits sur la liste du patrimoine mondial », assure Lazare Eloundou Assomo, mais plutôt de s'interroger et de faire un bilan. Qu'a-t-on réussi à faire depuis cinquante ans ? Où en sommes-nous aujourd'hui ? Le patrimoine mondial a, plus que jamais, toute sa place pour favoriser la paix et la coopération par la culture.

I.C.

Utilisation de la langue arabe Les nouvelles technologies contribueront à sa généralisation

Le président du Haut-Conseil de la langue arabe, Salah Belaïd a affirmé, lundi à Mostaganem, que les nouvelles technologies contribueront à la généralisation de l'utilisation de la langue arabe, à la réhabilitation de sa valeur sociale et scientifique et à la consécration de la citoyenneté linguistique. Dans une déclaration à l'APS en marge du colloque international consacré au linguiste M'hamed Safi Mosteghanemi, parcours et ses contributions, M. Belaïd a souligné que le véritable défi auquel la langue arabe fait face aujourd'hui est la généralisation de son utilisation dans les applications électroniques et les plateformes numériques et la mise à disposition gratuite de ces supports au profit des utilisateurs. A cet effet, le HCLA œuvre, en application du plan d'action 2021-2026, à la généralisation des usages de cette langue à tra-

vers une plateforme numérique, réalisée avec succès par des chercheurs algériens de diverses universités du pays, sans incidences financières, a-t-il indiqué, signalant que la possibilité d'accès gratuit et facile. Le même responsable a appelé les chercheurs à intensifier les efforts et redoubler les initiatives au service de la langue arabe, notamment à travers les institutions universitaires nationales et les laboratoires de recherche spécialisés dans les langues sur lesquels il faut s'appuyer pour donner à ce projet une valeur ajoutée de manière qualitative et volontaire. D'autre part, Salah Belaïd a annoncé que le HCLA adoptera, cette année en partenariat avec plusieurs universités nationales, ce qui est appelé le "volontariat linguistique" ou "servir gratuitement la langue arabe", appelant tous les acteurs à initier des idées et des pro-

jets qui valorisent la langue arabe et son rayonnement mondial. Au passage, il s'est félicité du haut patronage des autorités suprêmes du pays pour servir la langue arabe comme langue universelle, exhortant à bénéficier des outils techniques fournis par la plateforme électronique du HCLA lors du processus de généralisation de ses usages dans les services publics et les administrations. Après avoir valorisé le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, pour la manifestation «mois de la langue arabe», qui a débuté le 28 novembre, il a indiqué que le colloque international sur les contributions du linguiste algérien, M'hamed Safi Mosteghanemi, vise à rendre hommage à une personnalité savante qui a fait un excellent travail pour la nation arabe à travers l'encyclopédie histo-

rique de la langue arabe, dont 17 volumes ont été publiés à ce jour. M. Belaïd a souligné que ce dictionnaire, auquel contribue le groupe algérien en tant que «plus grande équipe arabe», contribuera à faire face à de nombreux problèmes et à soulever de nombreuses difficultés techniques auxquelles la langue arabe est aujourd'hui confrontée. Organisée par le HCLA en coordination avec l'Université «Abdelhamid Ibn Badis» de Mostaganem et la participation de 56 chercheurs et linguistes de sept pays arabes, cette rencontre est la troisième étape dans le cadre de la manifestation du «mois de la langue arabe» après les wilayas de Chlef et de M'sila et sera suivie par des étapes similaires à Tiaret, Ghardaïa, Mila et d'autres wilayas (21 étapes), a-t-il ajouté.

R.C.

Elections de la LFP

Medouar évasif sur un deuxième mandat

→ Le président sortant de la Ligue de football professionnel (LFP) Abdelkrim Medouar, a déclaré lundi qu'il n'avait pris «pour le moment» aucune décision quant à une éventuelle candidature, en vue de briguer un deuxième mandat à la tête de l'instance dirigeante de la compétition.



Abdelkrim Medouar fait durer le suspense.

(Photo : D. R.)

«Au jour d'aujourd'hui, je n'ai pris aucune décision. Je suis en période d'observation, je dois d'abord connaître la tendance, ratisser large, avant de me prononcer définitivement sur ma candidature», a indiqué à l'APS, Medouar.

L'ancien président de l'ASO Chlef avait été élu à la tête de la LFP en juin 2018, en remplacement de Mahfoud

Kerbadj. Son premier mandat a été «fortement perturbé», d'abord par une rébellion de certains membres de son bureau exécutif, jusqu'à l'arrivée de la pandémie du Covid-19, dont les conséquences ont été fatales sur le bon déroulement du Championnat, avec un arrêt forcé de plusieurs mois. «Mon premier mandat a été fortement perturbé, mais

cela ne m'a pas empêché de gérer la situation, dans des conditions difficiles, même si cela n'a pas été évident. Donc, un éventuel deuxième mandat serait nécessaire pour poursuivre mon programme et préserver la stabilité», a-t-il ajouté.

Avant d'enchaîner : «Tout sera tiré au clair au cours de cette semaine. Je dois trancher sur ma candidature ou

non incessamment». En octobre 2020, Medouar avait été autorisé par la Fédération algérienne (FAF), à gérer les affaires courantes de la LFP, jusqu'à la tenue de l'assemblée générale électorale (AGE), fixée au mercredi 22 décembre.

Le premier à avoir annoncé sa candidature n'est autre que le président du Conseil d'administration de l'ES Sétif Azzedine Arab.

«J'ai décidé de quitter la présidence de la SSPA «Blacks Eagles» le mois de février ou mars, mais en même temps je vais me porter candidat à la présidence de la LFP», a déclaré Arab en novembre dernier, lors de l'émission «Studio Live» de la télévision algérienne.

Arab s'est dit très enthousiaste à l'idée de présider l'instance de gestion de football professionnel «après avoir été membre du bureau exécutif de la LFP pendant sept ans, sous la présidence de Mahfoud Kerbadj».

Pour rappel, les membres de l'assemblée générale de la LFP ont amendé mercredi dernier les nouveaux statuts de l'instance, lors d'une assemblée générale extraordinaire (AGEX), avant d'adopter jeudi les bilans moral et financier de l'année 2020 ainsi que de l'année 2021 (au 30 novembre, ndlr).

R. S.

Jeux méditerranéens-2022

«Réception de la majorité des structures sportives vers la fin du mois»

→ Le ministre de la Jeunesse et des Sports Abderezzak Sebgag a révélé, lundi à Alger, que la majorité des structures qui accueilleront les Jeux méditerranéens d'Oran-2022 (25 juin-5 juillet), «seront prêtes d'ici à la fin décembre, car elle en sont aux dernières retouches».

Lors de sa réunion avec la Commission de la jeunesse, des sports et de l'activité associative de l'assemblée populaire nationale, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement Basma Azouar, le ministre a indiqué : «Lors de ma récente visite sur place, et par rapport à la visite que j'ai effectuée avec le Premier ministre en

fin du mois d'octobre dernier, j'ai remarqué de bons progrès dans les sites de compétition et des entrainements et la majorité des structures seront réceptionnées d'ici la fin décembre en cours, car elle sont prêtes à 95%, et les 5% des travaux restants sont relatifs à l'installation de caméras de surveillance».

«Il y a certaines structures qui seront livrées mi-février au plus tard, comme le centre aquatique et le terrain de lancer», a-t-il ajouté.

Et d'ajouter : «Ces structures seront un gain pour la wilaya d'Oran et pour l'Algérie en général, car elle deviendra un pôle sportif par excellence qui

pourra rivaliser avec les pays d'Afrique du Nord qui disposent d'infrastructures de très hautes qualités». Concernant la visite que devra effectuer une commission internationale pour le contrôle des structures, prévue le week-end courant à Oran, le ministre a fait savoir que «les garanties que nous devons offrir à cette commission sera le terrain qui sera la meilleure réponse aux informations qui circulent sur les réseaux sociaux». Selon le ministre, l'organisation de cet

événement sportif de grande envergure constitue «un défi pour l'Algérie compte tenu de son importance et des fonds ayant été mobilisés pour la réalisation des projets, ce qui reflète l'intérêt particulier accordé par l'Etat à ce rendez-vous».

L'Algérie devra participer à cet événement sportif avec 601 athlètes de différentes disciplines qui sont actuellement en stage de préparation, et ce, en prévision de ce rendez-vous méditerranéen. ■

Ligue 1

USMA-JSK reporté

→ La 7^e journée du Championnat national de Ligue 1 aura lieu ce week-end avec huit rencontres au programme, dont le derby de l'Ouest, JS Saoura - MC Oran, et l'affiche USM Alger - JS Kabylie, prévus vendredi.

Scindée en deux parties, cette 7^e manche débutera vendredi avec quatre rencontres au menu. Outre le derby, JSS-MCO, les férus du ballon rond pourront suivre aussi deux autres matches, à savoir, US Biskra - ASO Chlef et RC Arbaâ - CR Belouizdad.

Samedi, l'Olympique de Médéa, leader surprise de la Ligue 1, verra la visite du MC Alger. Il y aura également : NA Hussein Dey - NC Magra, HB Chelghoum Laïd - RC Relizane et ES Sétif - WA Tlemcen.

Enfin, la Ligue de football professionnel a décidé, suite à la demande de la JS Kabylie, de reporter la rencontre

USMA-JSK à une date ultérieure. La LFP a pris cette décision en raison de la situation particulière dans laquelle se trouve l'équipe de la JSK, en confinement depuis son retour d'Eswatini le 29 novembre dernier, et ce, jusqu'à jeudi soir, soit la veille de la rencontre contre l'USMA.

Programme de la 7^e journée :

Vendredi 10 décembre :

USB - ASO 15h
RCA - CRB 15h
JSS - MCO 17h

Samedi 11 décembre :

NAHD - NCM 14h30
OM - MCA 14h30
HBCL - RCR 14h30
ESS - WAT 17h

Reportés :

USMA - JSK
PAC - CSC ■

EN
DEUX MOTS

Championnat arabe des Echecs : Cinq médailles pour l'Algérie dont trois en or

Les sélections algériennes des échecs (messieurs, dames) se sont illustrées au Championnat arabe des échecs disputé du 24 novembre au 4 décembre à Dubaï (Emirats arabes unis), en remportant cinq médailles (trois en vermeil et deux en argent), bouclant ainsi la compétition à la première place.

La palme est revenue au grand maître Bilal Belahçène Youcef qui a décroché à lui seul trois médailles dont deux en or (jeu classique et semi-rapide) et une en argent (Blitz).

Chez la gent féminine, l'Algérienne Amina Mezroud a décroché l'or dans l'épreuve «Blitz», tandis que sa compatriote Lina Nacer a obtenu l'argent.

Soixante-six athlètes (34 messieurs et 32 dames) issus de dix-neuf pays ont pris part à ce rendez-vous à savoir : Algérie, Lybie, Egypte, Emirats, Tunisie, Maurice, Syrie, Liban, Jordanie, Irak, Yémen, Koweït, Bahreïn, Arabie Saoudite, Oman, Palestine, Somalie, Soudan, Mauritanie.

LA NR
LA NOUVELLE RÉPUBLIQUE

Quotidien national d'information. Edité par la Sarl SEDICOM au capital social de 100 000 DA. Rédaction - Direction - Administration : Maison de la Presse. 1, rue Bachir Attar, Place du 1^{er}-Mai - Alger. Tél. : 021 6710.44/6710.46 Fax : 021 6710.75.

Compte bancaire : CPA 103 400 08971.1. 114, rue Hassiba-Ben Bouali, agence Les Halles.

Membres fondateurs : Gérant, directeur de la publication: **Abdelwahab Djakoune**. Rédacteur en chef :

Radia Zerrouki

Directeur commercial :

Ouahid Kouba

Composition **PAO La Nouvelle République** Impression Alger :

SIMPRAL

Tirage : 2500 exemplaires

16 - Pages

Oran : SIO. Constantine : SIE

Diffusion centre : SEDICOM.

Ouest : SPDO. Est : El Khabar. Sud :

Trag diffusion Publicité : La Nouvelle République, Maison de la Presse. Tél. : 021 6710.72. Fax : 021 6710.75. E-mail :

lnr98redaction@yahoo.fr / E-mail

pub : lnr98publicite@yahoo.fr -

ANEP Spa : 1, avenue Pasteur,

Alger. Tél. : 021 73.76.78 - 021

73.71.28. Fax : 021 73.95.59 - 021

73.99.19.

Conception : Studio Baylaucq,

Paris, France. Tél. : +331 44.90.80.40

Les manuscrits, photographies ou

tout autre document adressés à la

rédaction ne peuvent faire l'objet

d'une quelconque réclamation.

Coupe Arabe

Les Aigles vainqueurs et qualifiés pour les quarts

→ Aux deux premières places de la poule, la Tunisie et les Émirats Arabes Unis s'affrontaient pour la tête du groupe B, sans être assurés pour autant d'une qualification. Grâce à Jaziri, sorti ensuite sur blessure, les Tunisiens ont validé leur place en quarts de finale. Revivez le match en direct.

La Tunisie se devait d'afficher un meilleur visage. Trois jours après le revers contre la Syrie, les Aigles de Carthage avaient la pression du résultat face aux Émirats Arabes Unis, vainqueurs de leurs deux premiers matches de poule. Alors qu'ils devaient faire mieux que les Syriens, opposés dans le même temps à la Mauritanie,

les Aigles de Carthage ont très vite trouvé la faille grâce à Seifeddine Jaziri, aux aguets après un joli rush du capitaine Youssef Msakni (1-0, 10e).

Un avantage que les Tunisiens parviendront à conserver pendant toute la durée de la rencontre, sans parvenir à le valider définitivement. Jaziri, qui a eu l'occasion d'inscrire un doublé à deux reprises (44', 56'), a dû céder sa place après une blessure musculaire. Mouez Hassen, titularisé à la place de Ben Mustapha, s'est montré vigilant par deux fois (24', 53'), pour permettre aux Aigles d'atteindre les quarts. La Syrie, battue par la Mauritanie dans les dernières secondes (2-1), est éliminée. ■

en direct

Elections de la LFP

Medouar évasif sur un deuxième mandat

le match à suivre

Ligue 1

USMA-JSK reporté

football

Coupe arabe

Les Aigles vainqueurs et qualifiés pour les quarts

La Coupe arabe retrouve-t-elle son identité ?

→ **Quelques vérités finissent toujours par faire surface, c'est dire que le football est aussi un exercice, mais pas comme les autres, que seuls les professionnels ou les habitués de ce sport peuvent déchiffrer ses codes de fonctionnement.**



■ Difficile sera la suite de cette Coupe arabe.

(Photo > D. R.)

D'abord, cette compétition est née des coulisses de la FIFA. Bien que créée par l'Union des associations arabes de football (UAFA), tout le monde y trouve son compte, et c'est tant mieux. Sa mise en scène au Liban en 1963 a été bénéfique aux Tunisiens puisque c'est eux qui remportent le premier trophée, puis ce fut le tour des Irakiens de s'installer par quatre fois consécutive sur le fauteuil des champions de cette Coupe arabe et la toute dernière étant le Maroc en 2012. Elle a survécu de (64 à 2012) au rythme des années suivantes 1966, 1985, 1988, 1992, 1998, 2002 et 2012). Celle de 2004 s'est arrêtée en pleine qualification par faute de finances.

La Coupe arabe a vraiment sué

L'édition 2009 restera certainement aux yeux des spécialistes et des Fédérations de football arabes et africaines comme l'édition qui démontre qu'elle n'est pas une compétition qui pourrait faire long feu. Aucun sponsor n'est venu taper à la porte de l'UAFA, comme si cette compétition n'a pas ce droit d'exister, et la FIFA, elle-même, refusait de l'accepter dans ses registres.

Une reprise décidée ailleurs...

Depuis, le silence entourait la reprise de la Coupe arabe, chacun se regarde dans les yeux sans pour autant prendre une initiative qui ferait bouger la FIFA, devenue aujourd'hui, le Gendarme de cette fête arabe. La preuve est faite avec un ingrédient qui n'étonne personne, «comment expliquer que cette Coupe arabe revient sur la scène footballistique seulement à un an de la grande sauterie planétaire au Qatar». Les crânes d'œuf de la FIFA ont eu, à l'hiver 2020, une révélation : «Et si on organisait la dixième édition au Qatar, histoire de s'offrir une sorte de petite répétition générale ? Et comme il fallait s'y attendre», soulignait un confrère de la presse étrangère.

L'UAFA suit...

Le rôle joué par l'Émirat a immédiatement validé, ne pouvant laisser à la traîne

l'UAFA valide également la relance de cette compétition. «En juin dernier à Doha, quatorze équipes avaient participé à un tour préliminaire. Les sept vainqueurs (Liban, Bahreïn, Mauritanie, Palestine, Soudan, Jordanie, Oman) ont rejoint les neufs sélections qualifiées d'office (Qatar, Irak, Arabie Saoudite, Syrie, Émirats arabes unis, Algérie, Maroc, Égypte, Tunisie) pour ce qui sera la phase finale à jouer sous la coupe de la FIFA». Ce qui est connu de tous. Rien n'est facile dans les négociations sportives.

Ils quittent la Coupe arabe

Les supporters maghrébins et africains, loin du Qatar, étaient collés ce lundi, à leur poste de télé pour suivre, notamment pour les Tunisiens, leur qualification dans la douleur et ne devaient leur passage qu'aux Mauritaniens qui ont réussi dans les dernières minutes en battant la Syrie

qui croyait comme fer à venir à bout de son adversaire et faire sortir du couloir de la Coupe les Tunisiens... Mais ce ne fut qu'un rêve qui s'est dégonflé. Syrie et Mauritanie se tiennent donc la main et prennent le chemin de la porte d'entrée. Les Mourabitounes terminent sur une note plus positive avant la CAN... Arrive juste dans la soirée l'Irak qui se fait battre, en toute logique par le Qatar 2-0 et dans un autre stade Ahmed bin Ali Stadium, Al Rayyan (Ar-Rayyan c'est Omane qui baliait Bahreïn par un score de 3-0). La suite sera encore plus dure.

H. Hichem

■ Canal + : Wolfsburg - Lille à 21h

■ BeIN Sports 1 : Bayern Munich - FC Barcelone à 21h

La Der

Nécessaire réflexion autour d'une véritable relance de la médecine sportive en Algérie

Les participants au séminaire national sur le thème «La santé sportive», organisé dimanche à l'École nationale des sports olympiques de Sétif, ont souligné la nécessité d'engager une réflexion autour d'une véritable relance de la médecine sportive en Algérie.

Le directeur médical du Centre national de médecine du sport (CNMS), Djamel Regad, a ainsi appelé à mobiliser les moyens matériels et humains nécessaires pour assurer une meilleure prise en charge des sportifs, notamment l'élite, afin d'obtenir d'excellents résultats.

Il a estimé, à ce propos, injuste d'exiger du sportif de très bons résultats sans mettre à sa disposition les moyens indispensables en termes de prévention, de suivi sanitaire et de récupération.

Le même intervenant a fait état d'un intérêt croissant

pour cette discipline ces dernières années se traduisant par une stratégie de création d'annexes régionales du CNMS dans plusieurs wilayas pour mieux répondre aux besoins en la matière. Cette stratégie a commencé à se concrétiser avec l'ouverture d'annexes dans les villes de Ouargla, Constantine et Oran.

De son côté, la présidente de la commission médicale du Comité olympique et sportif algérien, D' Ferial Chouiter, a souligné que le Comité olympique international accorde une grande importance à la santé physique et psychologique du sportif, en créant en 1967, une commission médicale et en affectant des bourses scientifiques à des universitaires pour réfléchir, entre autres, à la santé du sportif. Elle a appelé à multiplier les séminaires à ce sujet et à former des staffs médicaux

qualifiés dans les domaines de l'alimentation et du suivi psychologique des sportifs d'élite pour améliorer leurs performances. Pour sa part, Djaâfar Yafsah, ancien cadre du ministère de la Jeunesse et des Sports, a affirmé qu'il était impossible pour le sportif d'atteindre un haut niveau sans avoir une excellente santé, précisant que la bonne santé du sportif commence dès le début de sa formation jusqu'à ce qu'il atteigne le plus haut niveau. La loi algérienne a institué en 1963 un organisme chargé de cette mission, a ajouté Yafsah, indiquant que «le CNMS a été à ce moment là l'un des meilleurs centres à tous points de vue».

Selon la même source, cette discipline médicale a été relancée avec l'intégration de jeunes compétences et l'ouverture d'annexes régionales du CNMS.